



POUVOIR ADJUDICATEUR

Communauté de Communes de la Vallée d'Ossau

1 av des Pyrénées

64260 ARUDY

Tél. : 05 59 05 66 77

Jours et heures d'ouverture :

Du lundi au vendredi de 09h à 12h et de 14h à 17h

Profil acheteur (demande de renseignements et envoi des offres) :

<https://demat-ampa.fr/>

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

R.C.

**:
MARCHE DE SERVICES D'ASSURANCES (7 lots)**

**Date et heure limites de réception des offres :
le 7 juillet 2025 à 12H00**

1. Procédure

La présente consultation est passée par appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 R. 2124.2 alinéa 1 et R. 2161.2 à R. 2161.5 du Code de la Commande Publique.

Le retrait du dossier de consultation peut être anonyme mais les personnes ne remettant pas d'information permettant de les contacter ne seraient destinataires d'aucune précision complémentaire qui pourrait être apportée aux candidats en cours de consultation. En cas de rejet d'une offre liée à la méconnaissance de données ainsi transmises, le soumissionnaire ne pourrait le contester utilement.

2. Caractéristiques de la procédure

La Communauté de Communes procède à une consultation en vue de souscrire des contrats d'assurance répartis selon les lots suivants :

- 1) Dommages aux biens – CPV 66515200-5
- 2) Responsabilité civile - CPV 66516000-0
- 3) Protection juridique CPV - 66513100-0
- 4) Protection fonctionnelle des élus et des agents CPV – 66513100-0
- 5) Véhicules à moteur CPV - 66514110-0
- 6) Véhicules à moteur – Service Ordures Ménagères CPV - 66514110-0
- 7) Auto-collaborateurs CPV - 66514110-0

Si l'assureur répond pour plusieurs lots, il indiquera le montant des primes qui sera appliqué pour chacun des lots qu'il se propose d'assurer.

Les contrats d'assurance sont conclus pour six ans. Ils peuvent être résiliés annuellement. Il est permis de présenter une offre pour un, plusieurs ou pour l'ensemble des lots.

Les variantes sont autorisées. **Toutefois les plafonds de garantie mentionnés dans les Conditions particulières sont des minimas qui devront être atteints.**

3. Présentation de l'offre : contenu de l'enveloppe

I. Pièces à remettre

Le pli doit faire l'objet d'un seul dépôt. Si plusieurs plis sont déposés pour un même objet, seul le dernier dépôt sera pris en compte.

Les candidats sont informés que les pièces de candidature et d'offre sont rédigées en français. Les pièces rédigées dans une autre langue devront être accompagnées d'une traduction en français.

A. Pièces de candidature à remettre :

1. Pièces relatives aux conditions de participation

- a. Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner : Formulaire DC1 complété ou équivalent renseigné par le candidat unique ou le mandataire du groupement (après avoir été complété par l'ensemble des membres du groupement)
- b. Formulaire DC2 complété rubriques A à C3, F1, G1 et H ou un dossier permettant d'apprécier les chiffres d'affaires (3 derniers exercices, global et en lien avec l'objet du marché) moyens, qualités et capacités.

Les candidats peuvent fournir le Document Unique de Marché Européen (DUME), complété, daté et signé, en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. Il devra être rédigé en français.

2. Pièces facultatives au stade du dépôt des offres mais devant impérativement être remises par l'attributaire

- a) Attestations et certificats permettant de justifier de la régularité de la situation fiscale de l'entreprise au dernier jour du mois précédant la demande de délivrance d'attestation (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés).
- b) Attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, datant de moins de 6 mois (Attestation de vigilance remise par l'URSSAF, MSA) pour les marchés supérieurs à 5 000 € HT.
- c) Document(s) relatif(s) aux pouvoirs de la personne habilitée à engager l'attributaire.
- d) Attestation d'assurance responsabilité civile pour les risques professionnels

Le cas échéant :

- e) En cas de groupement d'entreprises, document d'habilitation du mandataire et conditions de cette habilitation, comportant l'identification et la signature de tous les membres du groupement.
- f) Copie du ou des jugements prononcés, si l'attributaire est en redressement judiciaire.
- g) Copie de la déclaration de détachement de chaque salarié transmise à l'inspection du travail du lieu de la prestation et copie du document désignant le représentant de l'entreprise sur le territoire national chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle institutionnel, si l'attributaire détache des salariés en France.
- h) Liste nominative des salariés étrangers (date d'embauche, nationalité, Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail), si l'attributaire fait appel à de la main d'œuvre étrangère soumise à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail pour les marchés supérieurs à 5 000 € HT.

B. Pièces de l'offre à remettre :

- L'Acte d'Engagement dûment complété et daté, accompagné, le cas échéant, d'une décomposition par cotraitant ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire des **lots n°1, 5 et 6** ;
- Toutes les pièces annexes nécessaires à l'analyse de l'offre de l'assureur notamment :
 - les observations et/ou réserves éventuelles,
 - une note présentant les modalités de gestion des contrats et plus spécialement, les modalités d'instruction des dossiers de sinistre.

4. Remise des offres

Les offres devront parvenir avant les date et heure limites indiquées en page de garde du présent document ; à défaut, elles seront écartées.

I. Transmission électronique :

Les plis devront parvenir avant les date et heure figurant en page de garde du présent document. Ils seront adressés par voie électronique sur le profil d'acheteur figurant dans les coordonnées du maître d'ouvrage en page de garde. Pour toutes questions techniques quant à l'utilisation de la plateforme (configuration des postes, prérequis techniques, modalités d'enregistrement, frais d'accès au réseau, etc.) et pour l'assistance, les candidats se rapporteront en priorité au « Guide d'utilisation » disponible dans la rubrique « Aide » de la page « entreprises » de la plateforme.

La signature des documents par un certificat de signature électronique n'est pas exigée. Les soumissionnaires sont informés que le seul dépôt d'une offre les engage juridiquement sur son contenu.

Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) : Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats transmettront leurs réponses dans des formats de fichiers identiques à ceux des documents constituant le dossier de consultation des entreprises (DCE). Pour les pièces ne pouvant pas être remises sous un tel format (tels que fiches techniques fournisseurs, dossier photographique, etc.), elles devront être transmises en format pdf.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché public pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché public papier.

Les soumissionnaires sont informés que les demandes de compléments d'information et de précisions effectuées de façon dématérialisée par l'acheteur public ou toute personne désignée par lui (maître d'œuvre notamment) pourront être transmises par le biais du profil acheteur ou par courriel simple. La réponse de l'entreprise devra être transmise par le même support électronique que celui utilisé par l'acheteur ou son représentant.

II. Transmission physique de la copie de sauvegarde (papier, clé USB, CD-Rom,...) :

La transmission des offres sur un support physique papier ou électronique (CD-ROM ou tout autre support matériel) n'est autorisée que pour la copie de sauvegarde dûment identifiée comme telle. En l'absence de dépôt d'une offre dématérialisée sur le profil acheteur, aucun dépôt physique ne peut être considéré comme copie de sauvegarde et le dépôt est alors traité comme une offre irrégulière.

La copie pourra être adressée aux coordonnées du maître d'ouvrage figurant en page de garde du présent document, sous pli cacheté, par tout moyen permettant de donner date certaine.

L'enveloppe contenant le support physique portera les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- L'objet de la consultation tel qu'il figure en page de garde du présent document ;

- Le nom du soumissionnaire.

Les conditions de présentation des plis sont similaires à celles exigées pour les réponses électroniques : si la signature électronique est exigée pour les documents en version dématérialisée, ils doivent être signés en version papier et la copie de sauvegarde doit parvenir avant les mêmes date et heure au siège du maître d'ouvrage.

5. Critères de sélection des candidatures et jugement des offres

Le titulaire sera choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du CGCT.

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

- Montant des primes : 50%
- Nature et étendue des garanties : 40 %
- Modalités et procédure de gestion des dossiers : 10%

Le soumissionnaire retenu sera déclaré attributaire provisoire sous réserve qu'il produise dans le délai imparti par l'acheteur public les documents prévus aux articles L.2141-1 et suivants et R.2143-5 et suivants du Code de la Commande Publique. Si le soumissionnaire retenu ne peut produire les documents précités dans le délai fixé, son offre est rejetée et le soumissionnaire éliminé. L'acheteur public présente la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

Les soumissionnaires seront avisés du rejet ou de l'acceptation de leur offre par l'intermédiaire du profil acheteur. Le cas échéant, dans les cinq jours de l'acceptation de son offre, l'assureur retenu devra remettre une note de couverture faisant référence aux garanties prévues aux Conditions Particulières.

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent document.

6. Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au Pouvoir adjudicateur via le profil acheteur figurant en page de garde du présent document.